

COMMENTAIRE HEBDOMADAIRE

Une occasion inattendue de renverser l'exode des cerveaux canadiens

Par Jimmy Jean, vice-président, économiste en chef et stratège

Depuis l'arrivée au pouvoir de l'administration Trump, les universités américaines subissent un traitement qui fragilise leur rôle dans l'écosystème scientifique mondial. Les coupes dans le financement fédéral de la recherche, les restrictions sur les critères d'octroi des subventions et la politique plus restrictive à l'égard des étudiants et chercheurs internationaux créent un climat d'incertitude et de repli. À cela s'ajoute une politisation croissante de l'enseignement supérieur, qui fragilise les principes d'autonomie académique.

En parallèle, la Chine poursuit une stratégie inverse. Elle renforce ses moyens budgétaires, investit dans la recherche fondamentale, développe ses infrastructures universitaires, et attire ou forme une part croissante des chercheurs mondiaux. Le déplacement du centre de gravité scientifique mondial s'accélère, au détriment des États-Unis.

Dans ce contexte, le Canada bénéficie d'un positionnement enviable. Il est perçu comme un pays ouvert, doté d'institutions universitaires de qualité – [avec trois établissements classés dans le top 50 mondial](#) selon le *Times Higher Education*. Le pays est jusqu'à présent relativement épargné par les tensions idéologiques qui affectent les campus américains. La plateforme libérale a d'ailleurs évoqué des investissements dans l'innovation, le capital patient et les corridors de recherche, autant de signaux positifs, à rebours des tendances plus obscurantistes observées au sud de la frontière.

Verra-t-on pour autant un afflux massif de cerveaux vers le Canada? Rien n'est moins sûr. Comme le [souligne](#) Christopher Manfredi, provost de l'Université McGill, la capacité d'attraction du Canada est affaiblie par des décisions politiques récentes, notamment les plafonds imposés aux admissions d'étudiants internationaux. Or, ces derniers contribuent de façon décisive au financement des universités, grâce à des frais de scolarité supérieurs à ceux des étudiants canadiens, mais aussi par leur présence massive dans les cycles supérieurs. Comme nous l'avons documenté dans [nos travaux sur la jeunesse](#), les immigrants représentent près des trois quarts des diplômés à la maîtrise et au doctorat dans des domaines clés comme le génie et l'informatique.

Ils participent activement à la production scientifique, soutiennent la réputation internationale des universités, et injectent à eux seuls [plus de 30 G\\$ par an dans l'économie canadienne](#). Restreindre leur présence compromet directement la vitalité des programmes de recherche.

Ces éléments rappellent la nécessité de résister aux arbitrages impulsifs guidés par les pressions politiques du moment, et d'articuler une approche cohérente entre les objectifs de croissance démographique et ceux de création de richesse, comme nous l'avons soutenu [ailleurs](#), et comme d'autres observateurs l'ont également [plaidé](#). En bref, il faudra trouver rapidement des solutions, notamment en [logement étudiant](#), un type de logement qui se prête bien à la densification.

TABLE DES MATIÈRES

Réflexions de la semaine.....	1	À surveiller	3	Indicateurs économiques.....	5
-------------------------------	---	--------------------	---	------------------------------	---

Jimmy Jean, vice-président, économiste en chef et stratège • Randall Bartlett, économiste en chef adjoint
Benoit P. Durocher, directeur et économiste principal • Royce Mendes, directeur général et chef de la stratégie macroéconomique
Mirza Shaheryar Baig, stratège en devises étrangères • Marc-Antoine Dumont, économiste senior • Tiago Figueiredo, stratège macro
Francis Généreux, économiste principal • Florence Jean-Jacobs, économiste principale • Kari Norman, économiste • Oskar Stone, analyste
LJ Valencia, analyste économique

Desjardins, Études économiques : 514 281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 5552336 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

NOTE AUX LECTEURS : Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française (OQLF), nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. **MISE EN GARDE** : Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement Desjardins. Copyright © 2025, Mouvement Desjardins. Tous droits réservés.

Les conditions d'attraction ont beau ne pas être idéales, tout n'est pas perdu pour autant. Le Canada peut notamment cibler les chercheurs canadiens œuvrant actuellement aux États-Unis. Les données du projet *10,000 PhDs Project*, une étude traçant les statuts d'emploi des doctorants de l'Université de Toronto entre 2000 et 2015, montrent qu'une part importante des doctorants canadiens – jusqu'à 17 % – évoluent chez nos voisins du Sud.

Parmi ces individus, 83 % ont exprimé le souhait de revenir au pays à moyen terme. Ce retour sera toutefois souvent conditionnel à la disponibilité d'infrastructures de recherche adéquates, de perspectives de carrière attrayantes, et d'un environnement favorable à la poursuite de projets scientifiques.

Une stratégie ciblée visant à faciliter le retour de ces chercheurs pourrait s'avérer plus efficace et moins coûteuse que d'attirer des chercheurs n'ayant pas ces racines au Canada. Cela dit, même pour ses propres talents, le Canada devra rivaliser avec de grandes universités européennes, déjà en chasse active sur le sol américain. La Chine, dont le dernier plan quinquennal incorporait un objectif explicite de réduire sa dépendance aux technologies étrangères, intensifie aussi ses efforts pour rapatrier ses scientifiques de l'étranger.

Le Canada gagnera donc à concentrer ses efforts là où il dispose d'un avantage comparatif tangible. Il bénéficie déjà d'une crédibilité mondiale dans les domaines comme le développement responsable de l'intelligence artificielle, les sciences de la vie, ou encore les technologies propres.

L'instabilité dans le monde académique américain constitue donc une occasion en or. Si le Canada souhaite préserver, voire renforcer sa capacité d'innovation dans un monde plus fragmenté, il lui faudra créer les conditions d'un nouvel essor scientifique, adapter rapidement son système d'immigration, et courtiser activement ses talents expatriés. Déjà, avoir un premier ministre détenteur d'un doctorat de l'une des universités les plus prestigieuses au monde envoie à la communauté scientifique internationale un signal diamétralement opposé à celui émis par Washington. Mais ce fait, à lui seul, ne suffira pas.

On ne saurait conclure sans dire quelques mots sur un sujet de tout autre ordre. Le choix du gouvernement fédéral de ne pas publier de budget en 2025, malgré l'ampleur des engagements électoraux formulés en avril, est une mauvaise décision. Un budget est un peu un rituel sacré dans l'univers de la politique budgétaire. C'est d'autant plus le cas après une élection, où les promesses doivent être traduites en choix clairs, chiffrés et hiérarchisés. En 2020, la décision de faire exception à cette règle était largement justifiable, au vu de l'incertitude sanitaire extrême. Ce n'est pas le cas aujourd'hui, guerre commerciale ou pas.

Dans un contexte où les attentes budgétaires sont élevées – en matière de logement, de défense, d'infrastructures –, le public est en droit d'avoir accès à une feuille de route à jour, qui distingue le discours électoral des priorités gouvernementales. Ce besoin de transparence est d'autant plus pressant que les finances publiques des pays avancés feront l'objet d'un examen accru de la part des marchés et des agences de notation dans les mois à venir. Le Canada a bâti la crédibilité lui valant une note AAA sur la constance et la rigueur de ses institutions budgétaires. Reporter l'exercice budgétaire dans un tel contexte revient à brouiller ce signal au moment où il est précisément un de nos meilleurs atouts.

À surveiller

LUNDI 19 mai - 10:00

Avril	m/m
Consensus	-0,9 %
Desjardins	-1,0 %
Mars	-0,7 %

JEUDI 22 mai - 10:00

Avril	taux ann.
Consensus	4 130 000
Desjardins	4 090 000
Mars	4 020 000

VENDREDI 23 mai - 10:00

Avril	taux ann.
Consensus	690 000
Desjardins	650 000
Mars	724 000

MARDI 20 mai - 8:30

Avril	m/m
Consensus	-0,2 %
Desjardins	-0,3 %
Mars	0,3 %

VENDREDI 23 mai - 8:30

Mars	m/m
Consensus	-0,3 %
Desjardins	0,6 %
Février	-0,4 %

ÉTATS-UNIS

Indicateur avancé (avril) – Déjà sur une longue tendance baissière, l'indicateur avancé semble avoir pris une tangente de contraction encore plus prononcée. L'indice a diminué de 0,6 % en mars, son pire recul mensuel depuis octobre 2023. De plus, on s'attend à une baisse de 1,0 % pour le mois d'avril. L'indicateur avancé devrait être tiré vers la base par la détérioration de la confiance des consommateurs, par la diminution de la Bourse, par la faiblesse de l'indice ISM et par la baisse des heures travaillées.

Ventes de propriétés existantes (avril) – La revente de propriétés évolue en dents de scie depuis le début de l'année. Ainsi, après une hausse de 4,4 % en février, les ventes ont diminué de 5,9 % en mars, la pire baisse depuis novembre 2022. On s'attend à une légère hausse pour le mois d'avril. D'un côté, les ventes en suspens ont augmenté de 6,1 % en mars, un facteur positif pour les ventes finales d'avril. On remarque aussi que les demandes de prêts hypothécaires en vue d'un achat ont augmenté au cours des deux derniers mois. De l'autre côté, les données préliminaires régionales pointent davantage vers le bas et l'incertitude entourant la politique commerciale a aussi pu refroidir l'ardeur des acheteurs. Somme toute, on s'attend tout de même à ce que les ventes passent à 4 090 000 unités.

Ventes de maisons neuves (avril) – Les ventes de maisons individuelles neuves ont progressé de 3,1 % en février et de 7,4 % en mars. Le niveau atteint, soit 724 000 unités (annualisées), est le plus élevé depuis septembre 2024. Pour le mois d'avril, on remarque que d'un côté, l'indice de confiance des constructeurs de maisons, notamment la composante liée à l'achalandage d'acheteurs de maisons individuelles, est plutôt bas. De plus, l'octroi de permis de bâtir a diminué de 5,1 % en avril, après une baisse de 2,0 % en mars. Par contre, les demandes de prêts hypothécaires en vue d'un achat ont augmenté en mars et en avril. On s'attend à ce que les ventes annualisées de maisons individuelles neuves diminuent à 650 000 unités.

CANADA

Indice des prix à la consommation (avril) – L'élimination de la taxe carbone devrait avoir été le principal frein à la hausse des prix à la consommation en avril. Ce changement de politique devrait avoir retranché sept dixièmes de point à la croissance annuelle, laissant l'inflation à environ 1,5 %. Les prix à la consommation globaux non désaisonnalisés ont probablement reculé de 0,3 % sur un mois. Ce changement de tendance des prix après l'élimination de la taxe carbone réduira l'inflation globale jusqu'en avril 2026. En excluant la taxe carbone, les effets résiduels du congé de TPS/TVH ont fait grimper les prix en mars, mais les chiffres devraient se normaliser en avril. Il est peu probable que les mesures de l'inflation fondamentale de la Banque du Canada aient progressé davantage en avril, surtout en raison des effets de base touchant les données annualisées sur trois mois et sur l'année.

Ventes au détail (mars) – Les ventes au détail ont probablement augmenté de 0,6 % en mars, soit un dixième de point de moins que le résultat provisoire de Statistique Canada (0,7 %). Après deux baisses mensuelles consécutives, nous nous attendons à ce que les ventes de véhicules et de pièces automobiles aient rebondi, tant nominalement qu'en volume. Nous prévoyons une baisse importante des ventes nominales des stations-service et des marchands de combustibles, en raison de la baisse des prix et d'un déclin probable des volumes. Les ventes nominales de produits de détail de base – qui excluent l'essence et les véhicules et pièces automobiles – sont probablement demeurées stables, au cours d'un mois marqué par les annonces de tarifs douaniers américains et de repréaillies, une détérioration de la confiance des consommateurs et un léger recul de l'IPC des biens (désaisonnalisé). Il est possible que certains consommateurs craignant les hausses de prix à venir sur les articles dispendieux en raison de l'escalade de la guerre commerciale aient décidé de devancer certains achats.

Pour ce qui est du résultat provisoire d'avril, nous prévoyons une baisse des ventes. Une chute abrupte des prix de l'essence au détail devrait avoir tiré les ventes nominales des marchands de combustibles vers le bas, tandis que les ventes d'automobiles devraient avoir affiché une croissance négative.

OUTRE-MER

Royaume-Uni : Indice des prix à la consommation (avril) – L'inflation britannique a continué de ralentir en mars alors que la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est passée de 2,8 % à 2,6 %. Les données d'avril nous donneront une indication à savoir si cette tendance se poursuit au deuxième trimestre. D'un côté, on sent que l'économie britannique va plutôt bien avec une croissance non annualisée de 0,7 % au premier trimestre. De l'autre côté, le Royaume-Uni pourrait mieux évoluer dans la présente guerre commerciale alors que le pays n'a pas adopté de tarifs de représailles qui pourraient alimenter l'inflation et qu'une entente commerciale partielle avec les États-Unis a été annoncée.

Zone euro : Indice PMI (mai – préliminaire) – L'indice PMI composite eurolandais a diminué en avril pour passer à 50,4, comparativement à 50,9 en mars. Le récent niveau demeure cependant au-dessus de ceux qui avaient cours à la fin de 2024 et au tout début de 2025. À 49,0, l'indice PMI manufacturier demeure plus bas que celui des services, à 50,1, mais on remarque que la baisse récente a tout de même été plus prononcée chez ces derniers. L'évolution de la guerre commerciale risque d'amener des difficultés, notamment à partir du mois de mai, et il sera intéressant de constater si les fabricants européens voient leur activité ralentir davantage.

MERCREDI 21 mai - 2:00

Avril	a/a
Consensus	3,3 %
Mars	2,6 %

JEUDI 22 mai - 4:00

Mai	
Consensus	50,8
Avril	50,4

Indicateurs économiques

Semaine du 19 au 23 mai 2025

Jour	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes
ÉTATS-UNIS						
LUNDI 19	8:45	Discours du président de la Réserve fédérale de New York, J. Williams				
	8:45	Discours d'un vice-président de la Réserve fédérale, P. Jefferson				
	10:00	Indicateur avancé (m/m)	Avril	-0,9 %	-1,0 %	-0,7 %
MARDI 20	9:00	Discours du président de la Réserve fédérale de Richmond, T. Barkin				
	13:00	Discours du président de la Réserve fédérale de Saint-Louis, A. Musalem				
MERCREDI 21	---	---				
JEUDI 22	8:30	Demandes initiales d'assurance-chômage	12-16 mai	228 000	234 000	229 000
	10:00	Ventes de maisons existantes (taux ann.)	Avril	4 130 000	4 090 000	4 020 000
	14:00	Discours du président de la Réserve fédérale de New York, J. Williams				
VENDREDI 23	10:00	Ventes de maisons neuves (taux ann.)	Avril	690 000	650 000	724 000
	12:00	Discours d'une gouverneure de la Réserve fédérale, L. Cook				
CANADA						
LUNDI 19	---	Marchés fermés (Journée nationale des patriotes)				
MARDI 20	8:30	Indice des prix à la consommation				
		Total (m/m)	Avril	-0,2 %	-0,3 %	0,3 %
		Total (a/a)	Avril	1,6 %	1,5 %	2,3 %
MERCREDI 21	---	---				
JEUDI 22	8:30	Indice des prix des produits industriels (m/m)	Avril	nd	-0,3 %	0,5 %
	8:30	Indice des prix des matières brutes (m/m)	Avril	nd	-1,5 %	-1,0 %
VENDREDI 23	8:30	Ventes au détail				
		Total (m/m)	Mars	-0,3 %	0,6 %	-0,4 %
		Excluant automobiles (m/m)	Mars	nd	-1,8 %	0,5 %

Note : Desjardins, Études économiques participe à toutes les semaines au sondage de la maison Bloomberg pour le Canada et les États-Unis. Environ 15 économistes sont consultés pour le sondage au Canada et près d'une centaine du côté américain. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure avancée de l'Est (GMT -4 heures).  Prévisions de Desjardins, Études économiques du Mouvement Desjardins.

Indicateurs économiques

Semaine du 19 au 23 mai 2025

Pays	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes		
				m/m (t/t)	a/a	m/m (t/t)	a/a	
OUTRE-MER								
DIMANCHE 18								
Chine	22:00	Production industrielle	Avril	5,7 %		7,7 %		
Chine	22:00	Ventes au détail	Avril	5,9 %		5,9 %		
LUNDI 19								
Zone euro	5:00	Indice des prix à la consommation – final	Avril	0,6 %	2,2 %	0,6 %	2,2 %	
MARDI 20								
Australie	0:30	Réunion de la Banque de réserve d'Australie	Mai	3,85 %		4,10 %		
Zone euro	4:00	Compte courant (G€)	Mars	nd		34,3		
Zone euro	5:00	Construction	Mars	nd	nd	-0,5 %	0,2 %	
Zone euro	10:00	Confiance des consommateurs – préliminaire	Mai	-16,0		-16,7		
Japon	19:50	Balance commerciale (G¥)	Avril	-181,2		-233,6		
MERCREDI 21								
Royaume-Uni	2:00	Indice des prix à la consommation	Avril	1,1 %	3,3 %	0,3 %	2,6 %	
JEUDI 22								
France	2:45	Confiance des entreprises	Mai	97		96		
France	2:45	Perspectives de production	Mai	-16		-16		
France	3:15	Indice PMI composite – préliminaire	Mai	48,2		47,8		
France	3:15	Indice PMI manufacturier – préliminaire	Mai	48,9		48,7		
France	3:15	Indice PMI services – préliminaire	Mai	47,8		47,3		
Allemagne	3:30	Indice PMI composite – préliminaire	Mai	50,4		50,1		
Allemagne	3:30	Indice PMI manufacturier – préliminaire	Mai	49,0		48,4		
Allemagne	3:30	Indice PMI services – préliminaire	Mai	49,6		49,0		
Zone euro	4:00	Indice PMI composite – préliminaire	Mai	50,8		50,4		
Zone euro	4:00	Indice PMI manufacturier – préliminaire	Mai	49,3		49,0		
Zone euro	4:00	Indice PMI services – préliminaire	Mai	50,5		50,1		
Allemagne	4:00	Indice ifo – climat des affaires	Mai	87,4		86,9		
Allemagne	4:00	Indice ifo – situation courante	Mai	86,8		86,4		
Allemagne	4:00	Indice ifo – situation future	Mai	87,9		87,4		
Royaume-Uni	4:30	Indice PMI composite – préliminaire	Mai	49,3		48,5		
Royaume-Uni	4:30	Indice PMI manufacturier – préliminaire	Mai	46,0		45,4		
Royaume-Uni	4:30	Indice PMI services – préliminaire	Mai	50,0		49,0		
Royaume-Uni	19:01	Confiance des consommateurs	Mai	-22		-23		
Japon	20:30	Indice PMI composite – préliminaire	Mai	51,2		51,2		
Japon	20:30	Indice PMI manufacturier – préliminaire	Mai	48,7		48,7		
Japon	20:30	Indice PMI services – préliminaire	Mai	52,4		52,4		
VENDREDI 23								
Royaume-Uni	2:00	Ventes au détail	Avril	0,4 %	4,5 %	0,4 %	2,6 %	
Allemagne	2:00	PIB réel – final	T1	0,2 %	-0,4 %	0,2 %	-0,4 %	
France	2:45	Confiance des consommateurs	Mai	93		92		
Japon	19:30	Indice des prix à la consommation	Avril		3,6 %		3,6 %	

Note : Contrairement au Canada et aux États-Unis, la divulgation des chiffres économiques outre-mer se fait de façon beaucoup plus approximative. La journée de publication des statistiques est donc indicative seulement. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. (SA) : ajusté pour les saisonnalités, (NSA) : non ajusté pour les saisonnalités. Les heures indiquées sont à l'heure avancée de l'Est (GMT -4 heures).